



Intervention de l'union départementale CGT Pas de Calais au conseil général le 25 juin 2012



Chers camarades, Messieurs, Mesdames les élus,

L'union départementale CGT du Pas de Calais, ses Unions locales, les professions et ses syndicats, ont tenu à interpeller tous les élus et groupes politiques du conseil général du Pas de Calais sur quelques revendications et tenait à attirer l'attention des élus après la période électorale que nous venons de traverser.

Même si nous sommes nombreux à nous féliciter d'avoir viré Sarkozy et son gouvernement, fossoyeur de nos acquis sociaux issus du conseil National de la résistance, ce n'est pas pour autant que la CGT donne un chèque en blanc au nouveau gouvernement dit « de Gauche ».

Pour la CGT, il est hors de question de ranger les drapeaux rouge et l'action doit être à l'ordre du jour partout dans le pays, à la veille de la conférence « dite sociale » des 9 et 10 juillet.

Nous le savons tous, pour le vivre au quotidien que l'annonce des mauvais coups a été de courte durée, les plans de fermetures d'usines, de licenciements, de suppression d'activité, de sous activité, de chômage, de délocalisation, de liquidation ou de redressement judiciaire ont pris de l'ampleur ces dernières semaines, même pendant la campagne électorale.

Reçu par le premier Ministre, la CGT a fortement dénoncé cette situation de crise industrielle sans précédent. C'est plus de 50 000 emplois directs qui sont menacés et toutes les filières, des PME aux sous-traitants, intérimaires et le commerce de proximité qui seront touchés si nous laissons faire ou vous laisser faire.

Nous le voyons bien avec le sort qui a été réservé aux salariés de Meryl Fiber à Saint Laurent Blangy près d'Arras.

De Vistéon à Condecourt, près de Seclin qui est concerné par un plan de suppression d'emplois, comme chez Durisotti à Sallaumines, qui est en redressement judiciaire alors que l'entreprise est viable, laissant plus de 350 salariés dans l'incertitude, le stress, en voulant faire supporter des fautes de gestions aux salariés.

Chez Durisotti l'état a sa part de responsabilité.

Dans le Boulonnais, plusieurs sociétés sont menacées avec en premier plan (continentale nutrition avec ces 700 emplois directs).

Les intérimaires de Valeo à Étaples subissent aussi la loi de la délocalisation d'une partie de leur production vers l'Europe de l'Est et surtout vers le département voisin qui accueille une partie de leur travail à grand renfort d'aide public de la région Picardie qui va prendre en charge la Formation du personnel.

C'est un véritable Hold-up de l'argent des contribuables, car c'est à Valéo de payer la formation et la reconversion de son personnel.

Ses délocalisations de nos productions à l'étranger ou des jeux d'alliance (comme PSA et Général Motors) continus tel qu'un Monopoly de grandeur mondial ou des entreprises seront rayées de la carte.

L'exemple de Renault qui a implanté une usine à Tanger sera un concurrent direct dans la fabrication de véhicules produits en France et notamment à Renault Douai.

D'ailleurs Renault Douai a annoncé la semaine dernière la séparation de près de 600 salariés.

Maubeuge avec la Kango, Sandouville, PSA Aulnay, mais aussi la Française de Mécanique avec les nouveaux moteurs Renault (qui remplaceront le moteur Renault fabriqué actuellement à la FM) et qui seront produit hors de France menacera une nouvelle fois la première entreprise de l'automobile du 62 qui a

déjà perdu 2300 emplois en 8 ans. Cette stratégie de produire à l'étranger avec des bas coûts salariaux et sociaux, pour ensuite vendre les voitures en masse en France, la CGT est résolument CONTRE, car c'est tout notre potentiel industriel et ses emplois qui sont détruits.

Pourtant la Région a accordé récemment près de 7 millions d'Euros à la FM.

La Logan de Dacia produite en Roumanie ne devait pas être réimportée chez nous. Le constat est que 90 % de la production est vendu en dehors de la Roumanie.

Mais n'oublions pas le sort de Sevel Nord à Hordain, qui emploie plus de 2500 salariés, où la direction exerce un chantage ignoble sur l'acceptation d'une baisse des salaires, une remise en cause des 35 H et des acquis... sous prétexte d'avoir un partenaire dans les cartons.

Alors que maintenant nous avons un parti socialiste qui détient tous les pouvoirs en France, il ne nous faut rien lâcher, la CGT ne lâchera rien, car depuis les élections, rien n'a véritablement évolué sur le fond, le patronat et les actionnaires des grands groupes industriels ont toujours les mêmes objectifs : celui du profit.

Nous le voyons bien les attaques contre le monde du travail n'ont pas cessé.

Le gouvernement précédent et le Patronat, avec la complicité de 3 organisations « dites syndicales » (la CFDT, la CFTC et CGC) ont signé début 2012 un « pacte de compétitivité – emploi » qui n'a comme seul but de faire baisser les salaires, remettre en cause les 35 h, le code du travail et plus grave encore tous les contrats de travail.

La CGT refuse de participer à ce nouveau recul social.

C'est à ce nouveau chantage que nous allons devoir faire face si le gouvernement actuel, qui a toutes les manettes du pouvoir, ne stoppe pas ces accords qui n'ont qu'un seul objectif, renforcer la rentabilité financière.

Les dizaines de Milliards accordés de nouveau aux banques Européennes ne servent pas à la croissance, aux PME et encore moins aux salariés.

Le combat de classe est toujours d'actualité.

Cet argent sert une nouvelle fois les banquiers pour qu'ils spéculent encore plus, pour qu'ils se fassent encore de juteuses plus-values en imposant des taux d'intérêts exorbitant aux pays Européens en difficultés.

C'est du vol !

Rien pour les salaires, les pensions, rien pour la retraites à 60 ans pour tous, rien pour sauver notre industrie Française en France et ses emplois malgré les beaux discours d'intention.

Cette stratégie des actionnaires et des banques, il nous faut la combattre.

La CGT ne tombera pas dans l'attentisme, car ce serait une grave erreur !

L'union départementale CGT du Pas de Calais appelle dont toutes ces structures à organiser la résistance des salariés et à préparer tous ensemble la riposte nécessaire. Interpellons aussi tous les élus politiques de notre secteur.

Saisissons nous des 10 exigences de la CGT pour imposer nos revendications et stopper la course à la productivité qui tue les hommes et les femmes au travail.

Nous attendons du gouvernement et des politiques qu'ils prennent toutes leurs responsabilités en commençant à abroger toutes les lois anti – sociales des 20 dernière années que les salariés ont subi et subissent encore.

Si nous voulons la croissance, ça passe avant tout à faire stopper tous les plans de licenciement, ouvrir les bureaux d'embauche partout dans les entreprises et à porter le SMIC à 1700 €, augmenter nos salaires et pensions de 300 € et avoir une véritable politique de développement industriel dans notre pays, nos régions et notre département du Pas de Calais qui a assez donné.

Messieurs, Mesdames les élus, le baratin, ça suffit !

Et cher camarade l'heure est à l'action et pas à l'attentisme !